

Attitude Santé

Nouvel ODELPA/Forum de la société civile



ONUSIDA

FORUM
SOCIÉTÉ CIVILE



Observatoire citoyen associatif
sur des services VIH



Avril 2024

Sommaire

Page 3

L'OCSEVIH, un instrument du forum
de la société civile dans la riposte au VIH

Page 4

Housing Works, un appui
indispensable pour l'OCSEVIH

Page 5

Les enjeux de la stratégie
de l'OCSEVIH pour 2024

Page 6

Remise de certificats
à 60 jeunes de Cité Soleil à ODELPA

Page 7

OCSEVIH décryptée à la loupe par
des organisations de la société civile

Page 9

L'appui de l'ONUSIDA dans la mise
en œuvre du programme de l'OCSEVIH

Page 10

Défis persistants des moniteurs et
des coordonnateurs dans la collecte
de données dans les sites





L'Observatoire fait l'unanimité

au sein des partenaires dans la lutte contre le VIH

Le Constat est réel et les institutions partenaires du Forum de la Société Civile sont unanimes à reconnaître que l'Observatoire communautaire des services VIH (OCSEVIH) devient une arme de plus en plus efficace dans la lutte contre le VIH mais encore un outil pour faciliter le respect des droits des personnes vivant avec le VIH (PVVIH) sans oublier les minorités notamment les LGBTQ et les professionnels du Sexe (PS). Les principaux concernés disent avoir constaté une nette amélioration dans les centres de prestation de Services VIH depuis que l'OCSEVIH a démarré ses activités de plaidoyer.

La situation sécuritaire du pays reste un obstacle majeur avec les déplacés internes qui se multiplient de plus en plus à travers le pays. Les Centres de prestation de services peuvent devenir dysfonctionnels en raison des restrictions de mouvements imposées par les hommes armés dans certaines régions du pays. Des obstacles qui rendent la collecte de données très difficile. D'autant plus, les prestataires ne sont pas toujours ouverts à fournir les informations nécessaires pour faciliter le travail des coordonnateurs et des animateurs sur le terrain.

En attendant l'arrivée de la Mission de la Force Multinationale

La dégradation de la situation sécurité a donné un sérieux coup de frein au niveau de toutes les activités dans le pays allant de l'école au commerce touchant même le secteur de la santé. Aucun secteur n'est exempt de cette nouvelle sédentarité imposée par les bandits armés. Et c'est plus que normal que les yeux soient rivés sur cette force multinationale attendue. Le Secteur de la santé, comme tous autres secteurs, a besoin de stabilité pour mener à bien leur mission. Environ 150 000 déplacés internes sont enregistrés à travers le pays à cause de la violence, de tels agissements rendent le travail des acteurs

encore plus difficile sur le terrain. L'OCSEVIH entend continuer ses activités dans tout le pays en dépit de cette situation chaotique car la lutte contre le VIH ne peut en aucun cas stopper l'élan de cette jeune entité du forum de la société civile. Les Coordonnateurs continueront de se déployer sur le terrain et les visites des sites de prestations de services seront maintenues.

L'ampleur de la stigmatisation et de la discrimination est d'une trop grande importance pour laisser s'effriter les efforts déjà déployés pour garantir le droit des minorités.

Notre Newsletter dans son édition de février fait encore l'écho des activités de l'OCSEVIH en dépit de la situation difficile. La rédaction continue de donner la parole aux partenaires pour renforcer le travail de cette entité dont l'efficacité dans la lutte contre le VIH n'est plus à prouver.

Bonne Lecture !

Eddy Trofort
Rédacteur en chef
scidev.net

L'OCSEVIH, un instrument du forum de la société civile dans la riposte au VIH

En dépit des efforts consentis dans la riposte au VIH depuis l'introduction des médicaments anti-rétroviraux (ARV) qui bloquent la multiplication du virus dans l'organisme des personnes infectées, stopper la propagation des nouvelles infections à VIH dans le pays, ne semble pas être pour demain. La stigmatisation et la discrimination dont sont victimes les personnes infectées reste le goulot d'étranglement. C'est dans cette perspective que le forum de la société civile a travaillé avec ses partenaires notamment l'ONUSIDA pour mettre en place l'observatoire communautaire de services VIH (OCSEVIH) en 2020. Le combat contre toute forme de discrimination et de stigmatisation constitue le pilier du travail de l'OCSEVIH dans les sites de prestation de services. Le traitement discriminatoire reste un obstacle majeur dans la lutte contre le VIH.

“Le Forum de la société civile qui rassemble tous les secteurs de la société civile impliqués dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et la malaria n'a ménagé aucun effort pour mettre en place l'OCSEVIH, cette arme de terrain pour améliorer la prise en charge des Personnes vivant avec le VIH (PVVIH)”, a indiqué le président du Forum de la Société civile, Dr. Fritz Moïse. Pour ce pionnier dans la lutte contre le VIH en Haïti et membre fondateur de ce Forum, la société civile a joué un rôle capital dans la mise en place de l'observatoire communautaire de Services VIH (OCSEVIH) chargé de faire le plaidoyer pour améliorer la qualité des services dans les sites de prestation de services aux PVVIH. Selon Dr Fritz Moïse, l'OCSEVIH renforce considérablement la lutte aux côtés des partenaires notamment l'État Haïtien, pour faire face à ces pathologies : la malaria, le VIH et la tuberculose.

“L'observatoire est une initiative importante, car au fur et à mesure, les plaidoyers apportent des résultats et que l'on assiste à des évolutions spectaculaires dans le changement de comportement des prestataires de Services dans la prise en charge des PVVIH”, a souligné Dr Moïse. L'implication au premier chef, des populations les plus affectées, c'est-à-dire, les plus vulnérables, donne des résultats sur le terrain. L'observatoire est cet outil que le Forum a mis en place avec le support de ces partenaires pour renforcer la lutte contre le VIH dans la perspective des objectifs fixés pour 2030.

“L'OCSEVIH a pratiquement trois ans et les retombées de ses activités sont palpables sur le terrain. Même s'il reste encore du travail à faire pour améliorer et étendre son champ d'action avec le déploiement des coordonnateurs et des moniteurs de terrain, au fur et à mesure que le temps passe, cette structure acquiert de plus en plus d'expériences dans la riposte au VIH et sous peu ce sera pour les trois pathologies. ”, fait remarquer Dr Fritz Moïse. On comprend aujourd'hui, que cette initiative était indispensable.

OCSEVIH, signe de fierté et de satisfaction du Forum de la Société civile

“Le Forum de la société civile est donc fier du travail que réalise cette jeune structure depuis sa création en décembre 2020. Nous devons aussi avouer notre grande satisfaction quant à la pertinence des données collectées sur le terrain ”, a lancé Dr Fritz Moïse. Les résultats des enquêtes menées sur le

terrain par les observateurs de l'OCSEVIH renforcent davantage notre détermination à œuvrer pour un monde

Lire la suite P. 12



Housing Works,

un appui indispensable pour l'OCSEVIH

Fondée en 1990 aux Etats-Unis d'Amérique précisément à New York, Housing Works est une structure qui intervient dans le renforcement de capacités des organisations de la société civile travaillant avec les Populations-clés pour une meilleure gouvernance. Implémentée en Haïti depuis 2008, cette institution est très présente dans la lutte contre le VIH. Aussi constitue-t-elle un appui indispensable dans la mise en œuvre des activités de l'Observatoire communautaire des services VIH OCSEVIH.

A propos de cette structure importante dans la lutte contre le vih, Gino Ambroise, le chargé de communication de Housing Works, a déclaré : "Housing Works fait partie de l'OCSEVIH dès sa fondation en 2020. Avec O'Neil Institute, Housing Works a toujours été un bras technique pour l'OCSEVIH. Dans le temps, elle gérait la coordination des activités, mais à présent c'est l'Organisation de Développement et de lutte contre la Pauvreté (ODELPA) qui s'en charge. Cette organisation est impliquée dans toutes les activités relatives à l'OCSEVIH."

L'implication de Housing Works dans les activités de l'OCSEVIH

Selon les explications fournies par Ambroise, Housing Works s'occupe de toute la partie technique de ce projet. En ce sens, elle participe à la gestion et à la formation des coordonnateurs et des moniteurs de zone recrutés pour les visites de terrain dans les sites de prise en charge des PVVIH. L'institution, par le biais de Mme Johanne Isidore, la responsable des données, assure également le développement des outils, la gestion de la plateforme CommCare et le dashboard, la production de rapports et l'analyse des données y compris la formation des organisations de la société civile dans l'objectif de faire des plaidoyers auprès des instances concernées en vue d'offrir des soins de qualités aux PVVIH et aux populations-clés et aussi pour le respect de leur droit.

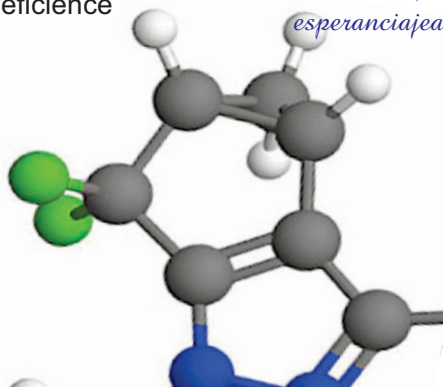
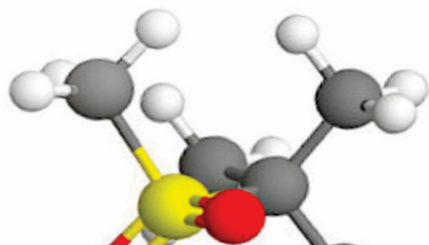
" Depuis notre création, Housing Works s'est donnée pour mission de travailler avec les populations-clés, la communauté LGBTQI+ et les PVVIH. C'est une structure très engagée dans la lutte contre le VIH aux Etats Unis et en Haïti. Le travail qu'effectue l'OCSEVIH dans la société marche de pair avec notre mission qui consiste à faire des plaidoyers en faveur des PVVIH et des populations-clés face à la thématique de VIH. Ces franges de la communauté sont très vulnérables et très exposées au virus de l'immunodéficience

humaine. Se pencher sur leur sort est un impératif pour Housing Works tout comme l'OSCEVIH ", a fait savoir le responsable de Communication de l'institution.

Plus loin, M. Ambroise reconnaît que le travail de l'Observatoire des services VIH est une stratégie indispensable pouvant aider à atteindre l'objectif 95-95-95 fixé par le programme commun des Nations Unies sur le SIDA (ONUSIDA) visant à mettre fin à la propagation du VIH d'ici 2030. Elle peut aussi permettre aux PVVIH de vivre une vie saine, digne et épanouie.

Il est à souligner que Housing Works est une organisation internationale qui a pris naissance dans un contexte très compliqué. En effet, des hommes, des femmes et des enfants étaient devenus sans abri en raison de leur statut sérologique. Pour répondre à cette situation, quatre membres du légendaire groupe militant contre le sida ACT UP du nom de Keith Cylar, Charles King, Eric Sawyer et Virginia Shubert ont décidé de se consacrer au service de l'une des populations les plus négligées de la ville de New York. On leur a offert un toit. Dans cette même dynamique, on continue de lutter pour le respect de leur droit. Notons que cette association possède deux filiales, Inter Cambios à Porto-Rico et Housing Works implantée en Haïti en 2008.

Esperancia Jean Noel
esperanciajeannoel@gmail.com



Les enjeux de la stratégie de l'OCSEVIH pour 2024

Le Comité de Coordination Multisectoriel (CCM) d'Haïti joue un rôle crucial dans la gestion des fonds alloués par le Fonds Mondial pour la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Ces trois pathologies sont à la base de la mort de plusieurs milliers de personnes à travers le monde. Nous sommes allés à la rencontre de Louiny Fontal, Secrétaire général du Réseau Haïtien des Journalistes en Santé (RHJS) et représentant du secteur Presse au CCM. Il est membre de cette structure mise en place pour renforcer la lutte contre le VIH, la malaria et la TB. Avec M. Fontal nous avons abordé le mode de fonctionnement du CCM-Haïti, les défis et objectifs-clés qui attendent l'Observatoire communautaire de services VIH (OCSEVIH) pour l'année 2024.

Mackenz Dorvilus (M.D) : En tant que membre de CCM-Haïti, M. Louiny Fontal, pouvez-vous nous présenter cette structure brièvement ?

Louiny Fontal (L.F) : Le CCM, abréviation pour Comité de Coordination Multisectoriel, est un organe composé de plusieurs grands secteurs. Il inclut le secteur gouvernemental avec environ 5 sièges ou 10 membres, représentant différents ministères. De même, le secteur de la société civile dispose également de 5 sièges ou 10 membres, organisés en binômes de groupes tels que le secteur média et les ONG locales, formant ainsi un seul siège ou deux sous-secteurs pour un siège. De plus, les partenaires techniques et financiers possèdent également 5 sièges au sein du comité de coordination sectorielle.

M.D : Ce comité est composé de combien de membres ?

L.F : Le CCM compte au total 30 membres et comprend également un bureau constitué de 3 membres : un président et 2 vice-présidents. Généralement, le président est issu du gouvernement tandis que les deux vice-présidents représentent les deux autres grands secteurs, à savoir la société civile et les partenaires techniques et financiers.

M.D. Pouvez-vous nous décrire le travail de ce comité ?

L.F : Le CCM-Haïti fonctionne comme un parlement qui prend ses décisions par vote ; parfois par consensus, mais généralement par vote. Notre travail consiste à surveiller la gestion du financement provenant du Fonds Mondial. Ce financement porte sur une enveloppe budgétaire sur une période de 3 ans pour lutter contre le VIH, la tuberculose et le paludisme (malaria).

Une mission de surveillance

M.D : Le CCM-Haïti surveille les financements décaissés par le fonds mondial. Quel est le mécanisme appliqué pour faire ce travail ?

L.F : Notre tâche consiste à vérifier si les fonds sont bien utilisés pour aider à lutter contre ces maladies, si l'argent est utilisé efficacement. Nous effectuons également un suivi et une évaluation par rapport au plan de lutte contre ces pathologies fixées par le gouvernement haïtien. Nous veillons à ce que les actions menées correspondent au plan ou à la stratégie fixée par le gouvernement.

M.D: Pour fonctionner efficacement, de combien de commissions le CCM-Haïti dispose-t-il ?

L.F: Le CCM possède trois commissions : la commission de suivi stratégique,

la commission de développement de propositions pour de nouvelles subventions visant à lutter contre ces maladies, et la commission de communication, de plaidoyer et de mobilisation de ressources.

Plan stratégique national

M.D : Pouvez-vous nous expliquer le travail de la commission stratégique au sein du CCM Haïti ?

L.F : Dans le plan stratégique national jusqu'en 2030, des objectifs sont fixés, notamment en ce qui concerne le VIH, visant à atteindre zéro infection liée au VIH. Cela implique que les personnes nouvellement infectées vivent avec la maladie de manière thérapeutique et régulière, deviennent indétectables et donc non transmissibles. C'est un progrès majeur, notamment pour les jeunes et les populations-clés.

Lire la suite P. 8



Renforcement de capacités

Remise de certificats à 60 jeunes de Cité Soleil à ODELPA

L'Organisation de développement et de lutte contre la pauvreté (ODELPA) a décerné mercredi 24 janvier 2024, des certificats à 60 jeunes de la commune de Cité Soleil. Ils ont suivi une session de formation de quatre jours sur la violence basée sur le genre et ses corollaires dans les communautés vulnérables. Cette assise, financée conjointement par l'ONUSIDA et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), s'inscrit dans le cadre d'une campagne de sensibilisation, d'appui psychologique et de renforcement économique à des jeunes de cette commune. Cette cérémonie s'est déroulée dans le bâtiment de l'institution à Delmas, en présence du chargé de liaison du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), Junior Rémy Mauvais, du Directeur pays de l'ONUSIDA en Haïti, Dr. Christian Mouala, de la présidente de l'Organisation de développement et de lutte contre la pauvreté (ODELPA), Mme Ficeline Râteau, de la Directrice exécutive de l'ODELPA, Mme Soëurette Policar Montjoie et la directrice pays de Housing works, Dr. Eva Steide.

Intervention de la présidente de l'ODELPA

La présidente de l'ODELPA, Ficeline Râteau, a passé en revue la situation sécuritaire de Cité Soleil, ce vaste bidonville où la violence basée sur le genre, selon elle est "une arme stratégique pour asseoir le pouvoir, la peur et la domination. Les femmes et les filles en sont les premières victimes. »

M. Râteau se dit indignée suite à la nouvelle de l'enlèvement suivi de séquestration de Laurette Francillon, une jeune femme ayant participé à la deuxième cohorte de formation, déroulée du 16 au 19 janvier 2024. Malheureusement, elle est frappée de plein fouet par l'insécurité qui sévit dans le pays.

La fondatrice de l'ODELPA a profité de l'occasion pour dicter certaines mesures pouvant mettre fin à la violence : " Renforcer la capacité des jeunes femmes et des filles sur les droits humains et les stéréotypes machistes qui continuent à alimenter la haine et l'incompréhension à leurs égards ; mettre en œuvre des projets d'incitation à l'entrepreneuriat pour les rendre autonomes sur le plan financier ; veiller à ce que les survivantes aient accès aux services dont elles ont besoin ; intensifier les interventions de prévention fondées sur des éléments factuels et demander des comptes aux agresseurs ", a-t-elle énuméré. Pour elle, la concrétisation de ces mesures repose sur l'investissement de ressources suffisantes par des stratégies innovantes.

Pour Mme Râteau : " ces actions ne sont qu'une goutte d'eau dans un vaste océan, tant les besoins sont énormes ". Dans cette optique, elle a encouragé vivement les partenaires à mettre en œuvre des programmes de prise en charge, de promotion en faveur du respect des droits humains et d'implémentation d'activités génératrices de revenus (AGR). Par ailleurs, la Présidente d'ODELPA a rappelé que ces conditions sont obligatoires pour un développement réel du pays. Elle a aussi invité les jeunes à se mettre de la partie pour provoquer ce changement.

" Des thématiques choisies au cours de ces sessions ont permis de soulever plusieurs interrogations et d'apporter des éléments de réponses appropriées ". Ces propos soutenus par le chargé de liaison de UNCHR, Junior Remy Mauvais, ont mis l'accent sur la nécessité de former les jeunes de ces

bidonvilles pour résoudre certains problèmes liés à la violence.

Pour lui, grâce à ces thématiques, ces jeunes sont mieux outillés pour combattre la VBG dans leur communauté et aussi renforcer leur capacité économique. Il a promis, au côté de l'ONUSIDA et d'autres partenaires, de continuer avec de telles activités.

Intervention d'une participante

Au cours de la cérémonie, les bénéficiaires directs de cette formation ne sont pas restés muets. C'est le cas de Jesula Milfort. Prenant la parole au nom de tous ses pairs, elle a exprimé sa gratitude envers les responsables d'ODELPA et de ses partenaires pour la réalisation de cette formation. " Nous remercions les deux responsables de l'ODELPA. Deux femmes infatigables. Madame Râteau et Madame Policar Montjoie, nous vous en sommes très reconnaissants pour cette marque d'attention à notre égard, nous qui sommes nourris dans le sérail des ghettos ", a-t-elle lancé.

La jeune fille, du haut de l'estrade, d'un ton grave et déterminé, a promis de ne pas garder les notions apprises au cours de cette formation mais de les partager avec son entourage. " Nous allons tout faire pour ne pas vous décevoir. Au contraire ces grains semés dans de bonnes terres vont vite germer, grandir et porter des fruits qui vont servir les générations futures ", a-t-elle ajouté.

Réactions des personnalités

Les réactions n'ont pas tardé après le discours de Mlle Jésula Milfort. Dr. Christian Mouala, au cours de son intervention a déclaré : " Ces jeunes sont des héros et des leaders déterminés et braves pour faire avancer leur communauté versée dans la violence depuis plusieurs années. C'est un honneur pour l'ONUSIDA d'accompagner l'ODELPA et les jeunes de Cité Soleil pour

Lire la suite P. 12

Témoignages OCSEVIH décryptée à la loupe *par des organisations de la société civile*

L'épidémie du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) qui a débuté au commencement des années 80 a bouleversé le monde et sa perception de la sexualité. Des organisations non gouvernementales et des États du monde entier, en dépit des progrès énormes réalisés dans la lutte contre cette pathologie, restent mobilisés pour l'éradiquer d'ici 2030.

Le Forum de la Société Civile qui travaille dans cette perspective a donné naissance à une arme dont l'efficacité fait l'unanimité dans le secteur de la lutte contre le VIH : l'Observatoire communautaire sur les services VIH en Haïti (OCSEVIH). Cet observatoire, depuis sa création le 10 décembre 2020, mène un combat sans répit pour améliorer la qualité des services auprès des prestataires de soins pour les personnes vivant avec le VIH (PVVIH).

Un objectif clair

En tant que plateforme de concertation et de prise de décision du forum de la société civile, l'OCSEVIH s'avère d'une importance capitale dans les progrès accomplis et les défis relevés en faveur des PVVIH. Cette entité regroupe onze (11) organisations qui travaillent dans l'objectif de changer les mentalités des communautés envers les PVVIH. Ces personnes qui mènent une vie positive ont droit au bien-être. En ce sens, le travail de l'OCSEVIH est salué par toutes les organisations membres du forum de la société civile et qui lutte contre le VIH.

L'Association des Personnes Infectées et Affectées par le VIH (Apia-V/S), dirigée par le révérend pasteur Joël Sainton, apporte une perspective optimiste sur sa collaboration avec l'OCSEVIH. En tant qu'activiste de la société civile en faveur des PVVIH, le pasteur Sainton oeuvre au sein de l'OCSEVIH se donne un objectif clair : améliorer les services et la qualité des soins offerts aux PVVIH grâce à des recommandations judicieuses aux prestataires.

Le révérend Sainton n'a pas caché sa satisfaction face aux progrès constatés dans la qualité de service et les avancées significatives enregistrées dans les sites de prestations aux PVVIH. C'est dans cet élan qu'il a déclaré : " Les lacunes identifiées ont été corrigées, renforçant ainsi l'efficacité des services de santé. "

Selon une étude publiée en 2021 par la Fédération Haïtienne des Associations de PVVIH (FEDHAP+), près de quatre (4) PVVIH sur 10 (35,8 %) ont vécu au moins une fois une expérience de stigmatisation sous différentes formes : exclusion des réunions et activités sociales, religieuses

Lire la suite P. 11

CHIFFRES du mois

Un total de **9 901** personnes se
sont déplacées dont **7 261** à la
suite des attaques dans des quartiers
limitrophes des communes de Cité
Soleil et Tabarre ainsi que **2 640**
à la suite de celles dans la commune de
Carrefour.

Les enjeux de la stratégie de l'OCSEVIH pour 2024 (suite)

Cette commission est chargée d'examiner les stratégies, les actions et les objectifs fixés étape par étape pour gérer efficacement la situation. Par exemple, le gouvernement a fixé un objectif qui consiste à avoir un certain nombre de personnes sous traitement antirétroviral d'ici 2026. La commission, elle, élabore les stratégies pour atteindre cet objectif. Dès lors, nous analysons, année après année, si les actions prévues sont réalisées selon les normes établies, tant sur le plan budgétaire que programmatique.

M.D. : L'OCSEVIH est une structure stratégique qui fait le plaidoyer pour améliorer les soins aux PVVIH dans les centres de prestations de services VIH. Parlez-nous un peu des activités prévues par l'OCSEVIH pour l'année de 2024 ?

L.F. : Il y a tellement d'actions qui sont menées. Pour illustrer : la mise en place de l'OCSEVIH, un sigle qui signifie Observatoire Communautaire des Services VIH. En anglais, on parle de CLM ou bien de SDC. Ces surveillances sont dirigées par la communauté elle-même. Cela signifie que la communauté dans son ensemble, englobant tous les secteurs de la société civile, est impliquée. Par exemple, les PVVIH, les PS, les HARSAs, les LGBT, les secteurs religieux, les jeunes, les femmes, les médias, etc.. À bien observer, tous les secteurs se regroupent. Il y a également des co-prioritaires qui font partie de l'OCSEVIH, ce sont les groupes de populations-clés dont je viens de vous parler.

La question de l'insécurité

M.D. : Vous ne pensez pas que l'insécurité pourrait influencer négativement le travail de l'OCSEVIH et avoir un impact sur les bénéficiaires directs ?

L.F. : Certainement ! En raison de l'instabilité politique et de l'insécurité persistante dans le pays, les déplacements des bénéficiaires directs, notamment les personnes vivant avec le VIH (PVVIH), sont devenus de plus en plus difficiles. Cette situation a entraîné la perte de contact avec de nombreuses personnes, affectant ainsi leur accès aux soins et à leur régime thérapeutique. De plus, l'insécurité alimentaire généralisée aggrave la situation en poussant de nombreux PVVIH à interrompre leur traitement faute d'accès à une alimentation adéquate. Parallèlement, la stigmatisation et la

discrimination persistantes liées au VIH, ainsi que l'homophobie envers les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, constituent des obstacles majeurs à la santé et au bien-être des personnes touchées.

Manifestement, il est crucial de renforcer les campagnes de communication et de sensibilisation afin de promouvoir une meilleure compréhension des droits humains. Dans cet élan, on a pour obligation d'insister sur le respect des droits de chacun, quelle que soit son identité, son origine, sa race, sa couleur, son sexe ou son orientation sexuelle. Cela est essentiel pour garantir que les objectifs fixés, notamment dans le cadre du plan stratégique jusqu'en 2030 pour la lutte contre le VIH, soient réellement atteints. Nous sommes actuellement à mi-chemin de l'échéance de 2024 et il reste environ cinq ans pour réaliser ces objectifs d'ici la fin de 2029. Bien que les défis soient importants, il est impératif de redoubler d'efforts et de collaboration pour les surmonter et atteindre ces objectifs cruciaux. Ce sera le travail de l'OCSEVIH de continuer avec les activités de plaidoyer et de collecte de données dans les sites de prestation de services même si la situation paraît difficile.

*Propos recueillis par Mackenz Dorvilus
mackenzdorvilus@gmail.com*



Ann di
NON
kont tout fòm vyolasyon
dwa moun,
kap fèt chak jou!

L'appui de l'ONUSIDA dans la mise en œuvre du programme de l'OCSEVIH

« Dans la riposte au sida, les communautés sont les héros, par leur courage et leur sacrifice au quotidien. L'ONUSIDA est solidaire avec vous. Voilà pourquoi cette Journée mondiale de lutte contre le SIDA n'est pas seulement un moment pour honorer le leadership des communautés. Il s'agit d'un appel à l'action lancé aux donateurs mais aussi au gouvernement de tel sorte qu'ils puissent soutenir pleinement le travail vital des communautés et qu'ils éliminent les obstacles qui se dressent sur leur chemin. Merci de continuer à faire progresser la lutte contre le sida " Tels ont été les propos du directeur Pays de l'ONUSIDA en Haïti, Dr Christian MOUALA à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida le 1er décembre 2023 à l'Hôtel Karibe Convention Center.

Cette allocution axée sur le rapport publié par l'ONUSIDA le 28 novembre 2023 intitulé " Confier le leadership aux communautés " avait comme objectif de montrer que le sida ne pourra disparaître en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030 que si les communautés en première ligne reçoivent tout le soutien dont elles ont besoin de la part des gouvernements et des donateurs. C'est dans ce sens qu'ONUSIDA a supporté l'idée de mettre en place un observatoire pour renforcer la lutte contre le VIH. Une stratégie payante puisque plusieurs institutions travaillant avec les minorités se disent satisfaites de l'apport de l'observatoire dans le combat contre la stigmatisation et la discrimination.

Témoignage de Johnny CLERGER sur l'apport de l'ONUSIDA à l'OCSEVIH

" Si l'ONUSIDA n'est pas un bailleur de fonds direct, l'apport de ces spécialistes est d'une grande importance dans le soutien technique à l'OCSEVIH. Cette agence onusienne apporte des solutions dans le contexte de la situation haïtienne ", a indiqué le Vice-Président du Comité de Plaidoyer des Populations-clés en Haïti, également secrétaire général de l'Organisation Arc-en-ciel (ORAH), Johnny CLERGER.

L'OCSEVIH a pour mission de surveiller la qualité de la prestation des services liés au VIH/sida et de résoudre les problèmes identifiés. Pour lancer les activités de l'OCSEVIH, le 10 décembre 2020, l'ONUSIDA avait joué un rôle capital dans l'établissement de ce programme.

Pour Johnny, c'est une symbiose très bénéfique pour atteindre l'objectif des 95% d'ici 2030. " Notre relation avec l'ONUSIDA est tout à fait horizontale. Cette agence des Nations unies ne nous fait aucune imposition. On apprend d'eux et vice versa. Ce partenariat nous facilite les échanges avec les CLM des autres pays et aussi nous permet de tisser des liens avec d'autres organisations onusiennes telles l'UNICEF, l'ONU-FEMME, l'UNESCO et bien d'autres ", a souligné M. Clerger. Il a aussi fait savoir si cette symbiose entre l'ONUSIDA et l'OCSEVIH continue sur cette lancée, d'ici 2030, on atteindra l'objectif des trois 95 dans tous les domaines notamment la santé, la culture, l'éducation et la lutte pour l'égalité.

ORAH, une association au sein de l'OCSEVIH

Pour illustrer ses propos, le secrétaire général d'ORAH met en exergue son expérience avec l'ONUSIDA au sein de

Lire la suite P. 11

ZOOM-CODE

La protection des migrants contre la violence, les arrestations et détentions illégales et arbitraires sont des garanties-transversales-consacrées dans les droits de tous les États. Au niveau universel, selon le Pacte international relatif aux droits civils et politiques dont Haïti est signataire, nul ne peut être soumis à des traitements inhumains ou humiliants ou à des sanctions non prévues par la loi.

VIH

Défis persistants des moniteurs et des coordonnateurs dans la collecte de données dans les sites

Malgré les avancées technologiques, les moniteurs et les coordonnateurs de la société civile luttant contre le VIH continuent de faire face à d'importants défis dans la collecte de données sur le terrain depuis des années. La conjoncture actuelle du pays, marquée par des problèmes socio-économiques, politiques et environnementaux, crée un contexte difficile pour ces professionnels dans leur quête de données.

Doly Robens, représentant de l'organisation de développement et de lutte contre la pauvreté (ODELPA), dans le département du Nord d'Haïti, a déclaré que les "déplacements liés aux visites de collecte de données et suivis entre la capitale et les sites en province sont fortement impactés. De fait, ces situations compliquent le travail et augmentent les coûts des activités".

Chaque zone du pays ne rencontre pas les mêmes difficultés. Doly, dans son expérience, attire l'attention des décideurs sur un ensemble de problèmes qu'il rencontre sur le terrain dans le département. Si certains départements perdent totalement des territoires, ici, c'est le coût des trajets qui rend la vie difficile. Parfois, le prix de l'essence est triplé, dépassant toutes les prévisions budgétaires.

La situation sécuritaire dans la zone métropolitaine et une partie de l'Artibonite, un caillou dans la chaussure de la population

L'instabilité politique et l'insécurité des vingt dernières années continuent de hanter les coordonnateurs et les moniteurs dans leur travail de collecte de données contre le VIH. Ces professionnels se retrouvent souvent au cœur de manifestations et de troubles civils, rendant la collecte de données sur le terrain non seulement risquée, mais parfois impossible.

"Quand on sort, une psychose de peur entre en scène. On se demande si on doit rentrer à la maison ou non", questionne Sadrack Rateau, responsable de la data chez ODELPA, à Port-au-Prince.

Les menaces pour la sécurité personnelle et les actes d'intimidation sont monnaie courante. Elles se manifestent comme des signes hostiles qui découragent les moniteurs d'explorer certaines zones sensibles. Ce phénomène social a touché presque tous les secteurs de la vie nationale. Dans un constat amer, Sadrack fait étalage des ronces et des épines parsemées sur leur chemin de travail. "Souvent, on est motivé pour aller au bureau. Sur les sites, malheureusement, on entend qu'une situation d'insécurité se développe. Le libre accès devient caduc. Ces irrégularités ont des répercussions directes sur les délais des projets", déplore-t-il.

Réduction considérables des revenus des moniteurs

Par ailleurs, Sadrack Rateau souligne que la situation économique difficile aggrave la capacité des moniteurs à déployer des équipes sur le terrain. "Les problèmes socio-économiques et sécuritaires entraînent le prolongement des jours d'exécution des projets. Les budgets alloués à un montant fixe ne sont

pas modifiés en l'absence d'imprévu", signale-t-il.

Pour lui, la situation délétère de l'insécurité et de l'économie entraîne une réduction de leurs revenus par rapport aux coûts exorbitants des biens et services. Selon l'Institut haïtien de Statistique et Informatique (IHSI), l'inflation du mois de novembre 2023 était de 22,2% et les prix des produits de consommation sur le marché ne cessent d'augmenter. Ceux-ci affectent la vie de la population.

Les hommes armés qui sèment la violence pour le contrôle des zones commerciales pendant ces quatre dernières années contribuent à détériorer la vie de la population.

Malgré ces défis majeurs, les consommateurs et les moniteurs haïtiens persistent dans leur quête d'informations précises auprès des prestataires de services pour lutter contre le VIH. ODELPA, une organisation non gouvernementale locale, membre actif de la société civile de lutte contre le VIH, le SIDA, la malaria et la tuberculose depuis 2014, œuvre depuis plus de 15 ans pour améliorer la vie des PVVIH. Elle s'étend à plus de 50% du territoire national. Parmi les missions de l'organisation, elle vise à contribuer au développement de la personne humaine par la formation et l'éducation, à aider au bien-être et à la santé de la population haïtienne, et à travailler à réduire la propagation du VIH, du SIDA et d'autres IST.

Mackenz Dorvilus
mackenzdorvikus@gmail.com



OCSEVIH décryptée à la loupe (suite)

et familiales, commérages, insultes, harcèlement, menaces verbales et physiques, voire des agressions physiques.

Malgré ces préjugés renforcés de stigmatisation au sein de maintes communautés religieuses, pasteur Sainton souligne sa distanciation par rapport aux comportements de ses pairs dans le Seigneur vis-à-vis aux PVVIH avec qui il mène un combat de longue haleine. Avec le temps, l'homme de Dieu a fini par adopter une approche constructive pour motiver et encourager la population à abandonner ces pratiques.

C'est dans cette démarche que pasteur Sainton déclare haut et fort : " Le plaidoyer mené par l'APIAVIH a gagné en puissance grâce à une collaboration fructueuse avec les communautés religieuses touchées par le VIH/SIDA. Un tel plaidoyer permet d'accroître la sensibilisation et la lutte efficace contre la stigmatisation à travers des séances de formation et des interventions ciblées "

Œuvrer pour la pleine récupération des PVVIH

Louise Augusta Moïse Milien, coordinatrice de l'organisation Solidarité Féminisme pour une Nouvelle Émergence (SOFENOE), témoigne également de cette collaboration enrichissante et positive avec l'OCSEVIH depuis deux ans. Leur partenariat se concentre sur le plaidoyer, le renforcement des capacités et l'amélioration des ressources matérielles aux PVVIH.

Ensemble, elle s'engage à œuvrer pour la pleine récupération des patients vivant avec le VIH d'ici 2030. La coordonnatrice de cette structure explique que

cette collaboration avec l'OCSEVIH permet d'identifier les causes des interruptions de traitement tout en développant de nouvelles stratégies en collaboration avec les prestataires de soins sur le terrain.

Cette activiste dit espérer que beaucoup plus d'efforts seront déployés dans ce sens pour atteindre les objectifs ambitieux de l'égalité d'accès aux soins et aux traitements, dans le cadre des objectifs 95 95 95. Malgré les progrès réalisés ces dernières années dans la lutte contre le VIH/Sida et la disponibilité de la prévention aujourd'hui, il reste encore beaucoup à faire pour provoquer des changements de comportement face aux minorités affectées par le VIH. Dès lors, il est essentiel, à ce stade, que davantage de personnes et d'organisations s'engagent dans cette lutte afin d'atteindre l'objectif zéro contamination au VIH d'ici 2030.

Mackenz Dorvilus
mackenzdorvilus@gmail.com

L'appui de l'ONUSIDA dans la mise en œuvre (suite)

l'OCSEVIH. Cette association a vu jour le 17 mars 2014 dans l'objectif d'éradiquer l'homophobie et la transphobie sur tout le territoire national par l'art et la culture. " Tout comme les autres associations,

ORAH bénéficie l'espace de l'ONUSIDA quand on doit réaliser une activité. Il met à notre disposition toute une panoplie de techniciens pour nous aider dans l'élaboration des projets, faire des plaidoyers, réaliser des formations, des ateliers ", a conclu M. Clerger.

Témoignage de Novia AUGUSTIN, présidente du Refuge des femmes Haïtienne (REF-HAÏTI)

REF-HAÏTI tout comme ORAH est une association faisant partie de l'Observatoire communautaire des services VIH. C'est une structure créée en 2016 avec la mission de promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles en Haïti. " REF-HAÏTI organise des activités d'autonomisation, d'éducation aux droits, à la citoyenneté des femmes. Nous réalisons aussi des programmes de développement à l'échelle communautaire pour les personnes vulnérables tant au niveau social, culturel, intellectuel et financier ", a indiqué la présidente de REF-HAÏTI.

Novia AUGUSTIN est aussi responsable du secteur femmes au sein de l'OCSEVIH. Suite aux propos du secrétaire général d'ORAH, elle indique combien la présence de l'ONUSIDA est d'une importance capitale pour eux. " Dès la création de l'Observatoire communautaire des services VIH tant sur le plan technique que financier, cette agence onusienne appuie sans condition l'OCSEVIH dans son plaidoyer pour les services de soins de qualité. ONUSIDA est un membre fondateur de l'OCSEVIH et apporte un financement dans le paiement des consultants pour l'appui de l'Assistance Technique à l'Observatoire.

Marc Kerley Fontal

Remise de certificats à 60 jeunes de Cité Soleil à ODELPA (suite)

le bien-être des jeunes de cette communauté défavorisée.

" Plus loin, il a souligné à l'encre forte que la mission stratégique globale de l'ONUSIDA repose sur l'autonomisation des femmes, des filles et des jeunes en garantissant leur droit pour mieux se protéger du VIH, surmonter la stigmatisation et avoir un meilleur accès aux soins liés à la santé sexuelle et reproductive.

De son côté, Dr Eva Steide a invité les jeunes à se considérer non seulement comme des héros mais encore comme des vecteurs de changement dans leur communauté. La directrice pays de Housing Works, a fait remarquer qu'il est temps que les violences et les stéréotypes qui planent sur les habitants de cette zone disparaissent. " Le corps de la femme n'est pas un instrument musical, arrêtez de le frapper. Les garçons de Cité soleil ne sont pas obligatoirement des bandits, car il existe aussi des personnes bien éduquées dans cette commune. Tout le monde, en dépit de son origine et de son rang

social, a droit à la vie, à l'éducation, à la paix d'esprit entre autres ", a lancé Dr Steide.

Au cours de cette cérémonie, la directrice exécutive de l'ODELPA a remis une plaque d'honneur à M. Junior Rémy Mauvais de l'UNCHR pour sa contribution à la poursuite et de la mise en œuvre du projet de renforcement de capacités et l'autonomisation des jeunes de Cité Soleil initié par l'ODELPA avec le soutien inconditionnel de l'ONUSIDA en 2023.

Esperancia Jean Noel
esperanciajeannoel@gmail.com

L'OCSEVIH, un instrument du forum (suite)

plus juste et égalitaire en matière de santé et des droits humains. L'OCSEVIH devient depuis ces deux dernières années un partenaire-clé et prioritaire pour le Ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP).

Selon le président du Forum de la société civile, l'un des plus grands défis qui restent encore à relever est effectivement l'éradication de ces deux phénomènes, à savoir la stigmatisation et la discrimination, dans notre société. " Aujourd'hui, ce sont les groupes à risque qui sont les plus victimes de ces phénomènes. Je veux surtout parler des professionnels du sexe et des LGBTI. C'est dommage que malgré tant d'efforts consentis dans la lutte, ces phénomènes sont très présents au niveau des institutions de santé ", se désole Dr. Moïse.

C'est la raison pour laquelle, les membres des populations-clés doivent s'impliquer à travers l'OCSEVIH en tant qu'acteurs de la société civile et dans

toutes les structures décisionnelles, soit au niveau du Comité de coordination multisectorielle (CCM), du Forum et du comité de plaidoyer des populations-clés souligne Dr Fritz Moïse. Lutter contre la stigmatisation et la discrimination, c'est un combat permanent et l'OCSEVIH est l'arme idéale pour mener à bien ce combat. " On ne doit en aucun cas lâcher-prise, si on veut vraiment atteindre les objectifs de développement durable en matière de vih, d'ici à 2030, a-t-il conclu.

Marc-Kerley Fontal



**AUX COTÉS
DE NOS PARTENAIRES,
TRAVAILLONS ENSEMBLE
POUR FINIR AVEC
LE VIH/SIDA, LA MALARIA
ET LA TUBERCULOSE**



sur la santé et de lutte contre le vih, la tuberculose et la malaria



L'équipe de
Attitude Santé
Nouvel ODELPA/Forum de la société civile

Rédacteur en chef
Eddy Trofort

Correcteur
Claude Bernard Sérant
Louiny Fontal

Conception graphique et montage
Gladimyr Ibraïme

Rédacteurs / rédactrices
Espérance Jean Noël
Marie Juliane David
Marc-Kerley Fontal

Photographe
Wegherley Joseph
Markens Selisma

Collecte de données
Sadrack Rateau